

Ve République



L'héritage culturel des Français reste marqué par l'esprit des époques où ils étaient paysans, commerçants, artisans, rentiers. Cette culture est individualiste. Ils assimilent mal la culture de l'entreprise de masse et de l'effort collectif. Ils restent figés dans une perception individualiste des droits et des devoirs. L'organisation, en France, de la vie en société, en est lourdement handicapée.

Dans son second discours de Bayeux, le 16 juin 1946, cinq mois après sa démission, cinq semaines après le rejet, par referendum, du projet de constitution pour la IV^e république, de Gaulle rendait publique sa vision des conditions du redressement politique, économique, financier, moral et social du pays. Ce redressement devait s'appuyer sur un effort conscient et collectif de modernisation par un essor industriel puissant appuyé sur la recherche scientifique et technique, la modernisation et la mécanisation de l'agriculture, l'émancipation des colonies, la création d'une défense militaire digne de ce nom. Pour réussir ce redressement, la France devait se doter d'un pouvoir fort et durable à la tête de l'Etat, et cet élan vers de meilleures conditions de vie et de prospérité devait faire évoluer la mentalité des Français.

Mais au début de l'été 1946, les combines des partis politiques avaient eu raison de la présence de de Gaulle et de ses projets. Ses idées pouvaient être bannies des textes constitutionnels en préparation. La constitution de la IV^e République, adoptée en octobre 1946, était très éloignée de la ligne tracée par de Gaulle. Douze ans plus tard, la IV^e République s'effondrait dans un contexte de crise politique majeure, aggravée par le drame algérien.

Rappelé au pouvoir par le peuple, de Gaulle lui fit alors adopter par referendum, le 28 septembre 1958, la constitution de la Ve République, largement inspirée par les idées exposées lors du discours de Bayeux de 1946.

Après plus de soixante années d'exercice, les institutions ont fait la preuve de leur solidité. Les principes sont bons, mais les dirigeants politiques qui se sont succédé ont progressivement laissé entamer le capital de cohésion et de confiance instauré par le régime de 1958. Le niveau de ces dirigeants ne cesse de baisser ; les vieux démons de notre individualisme viscéral se sont réveillés. Ils sapent méthodiquement l'édifice de la cohésion nationale.

Ces dirigeants politiques ne connaissent rien à l'industrie et ignorent tout du travail industriel. Nous retrouvons, dans les rangs du pouvoir, la population qui jalonna de crises à répétition la III^e République et la conduisit au désastre de 1940, et celle qui plonge la IV^e République dans la déroute de 1958.

La Ve République a donné l'espoir de corriger le défaut ancestral de la mentalité française, l'individualisme tyrannique. De Gaulle et Pompidou, qui n'étaient ni entrepreneurs, ni industriels, avaient compris comment il faut s'y prendre pour créer de la richesse dans le pays. Ils savaient faire converger les efforts de tous vers la recherche d'une prospérité économique qui profite à tous et à chacun.

Leurs successeurs ont manqué de clairvoyance et d'intelligence pour comprendre cette nécessité et la traduire dans les actes. Eblouis par la croissance des activités de service,

ils ont mené une politique catastrophique de désindustrialisation du pays. Ils oublient que plus des trois quarts des activités de service sont des services aux entreprises, essentiellement industrielles. Le déclin de celles-ci entrainera inévitablement la mort des services.

La culture du mensonge imprègne dangereusement le monde politique et journalistique, ces deux mondes monopolisant la tribune publique. Instinctivement, les Français se replient dans un esprit individualiste et rétrograde. L'archaïsme et l'inefficacité de nos organisations syndicales, employés et employeurs confondus, en est l'illustration. Le corporatisme, tant décrié dans le discours officiel, triomphe dans une société de plus en plus gagnée par le fonctionnarisme. Feignant de s'ériger en arbitre, l'État, empêtré dans ses contradictions, ne fait qu'aggraver la situation. Les décideurs politiques et leurs alliés de la presse regardent le monde de l'entreprise à travers le prisme désuet du marxisme. Ils ont la nostalgie du communisme défunt. Leur vision se rapproche de celle de leurs prédécesseurs, ténors du socialisme du XIXe siècle, qui proclamaient « *classes laborieuses, classes dangereuses !* ». Curieusement, les dirigeants de l'État ont recours, pour se protéger, au service des seuls fonctionnaires qui agissent avec l'esprit de responsabilité, proche de l'esprit d'entreprise : les militaires, la police, les agents du fisc.

Politisé à outrance, le corps enseignant feint d'ignorer le naufrage de notre éducation nationale. De l'école maternelle à l'université, immigration aidant, l'indiscipline et la médiocrité des résultats, qui vont de pair, plongent notre pays dans les abysses des classements internationaux en matière de performance dans les principales disciplines d'enseignement.

Depuis le milieu des années 1970, les dirigeants de l'État ont fait perdre aux Français le goût de l'effort, encouragé l'assistanat, alourdi outrageusement la fiscalité du travail, tout en gonflant sans limite la dette publique.

Réflexion

J'ai moins peur du covid que de la gravissime incompétence des dirigeants politiques français et de leur malhonnêteté intellectuelle. Ils mettent leur énergie au service des manigances et du népotisme, tout en quête toujours plus de prébendes. Ils méprisent le peuple parce qu'ils ne l'aiment pas, et sont trop paresseux pour se pencher sur les fondamentaux de notre Histoire, lointaine ou récente, pour l'étudier et la méditer. Je suis consterné de voir des politiciens, qui se targuent d'être *en marche*, le faire à reculons, en employant les vieilles recettes de la démagogie. Ils n'ont rien compris à la notion de responsabilité. Ils infantilisent. Au lieu de faire des Hommes des responsables, ils en font des instruments.